



Assemblée générale

Distr. générale
7 juin 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 173 de l'ordre du jour

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Jan Piotr **Jaremczuk** (Pologne)

I. Introduction

1. Les recommandations adressées précédemment par la Cinquième Commission à l'Assemblée générale au titre du point 173 de l'ordre du jour figurent dans les rapports de la Commission publiés sous les cotes A/54/687 et A/54/687/Add.1.
2. La Cinquième Commission a repris l'examen de ce point à ses 72e, 73e et 74e séances, les 26 et 30 mai et le 2 juin 2000. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de ce point par la Commission sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/54/SR.72 à 74).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général concernant le projet de budget de fonctionnement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/54/769/Add.1) et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/875).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/54/L.78

4. À la 74e séance, le 2 juin, le représentant de l'Égypte, Vice-Président de la Commission et coordonnateur des consultations officieuses sur le point considéré a présenté un projet de résolution intitulé « Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (A/C.5/54/L.78), qu'il avait soumis à l'issue de consultations officieuses.
5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/54/L.78 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Ayant à l'esprit la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 25 octobre 1999, portant création de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental,

Rappelant sa résolution 54/246 A du 23 décembre 1999 relative au financement de l'Administration transitoire et sa résolution ultérieure 54/246 B du 7 avril 2000,

Réaffirmant que les dépenses relatives à l'Administration transitoire sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par l'Administration transitoire, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été versées au Fonds d'affectation spéciale pour la force multinationale,

Notant également avec satisfaction que des contributions volontaires ont été versées au Fonds d'affectation spéciale pour l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental et demandant que de nouvelles contributions de cette nature soient apportées au Fonds d'affectation,

¹ A/54/769/Add.1.

² A/54/875.

Consciente qu'il est indispensable de doter l'Administration transitoire des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités que le Conseil de sécurité lui a confiées dans ses résolutions sur la question,

1. *Prend note* de l'état au 30 avril 2000 des contributions de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 217,2 millions de dollars des États-Unis, soit 63 % environ du montant total des contributions mises en recouvrement depuis la création de l'Administration transitoire jusqu'au 30 juin 2000, constate qu'environ 2 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres concernés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

3. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier en ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui sont pénalisés du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de l'Administration transitoire;

5. *Se déclare préoccupée* par les difficultés rencontrées par le Secrétaire général pour déployer en temps utile certaines missions de maintien de la paix créées récemment, en particulier en Afrique, et pour leur fournir les ressources dont elles ont besoin;

6. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix en cours et futures doivent être traitées de la même manière et sans discrimination en ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs;

7. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter avec efficacité de leur mandat et au meilleur coût;

8. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au maximum le coût des achats pour l'Administration transitoire et, à cette fin, le prie d'accélérer la mise en oeuvre du système de gestion du matériel dans toutes les missions de maintien de la paix, conformément à sa résolution 52/1 du 15 octobre 1997;

9. *Fait siennes* les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que l'Administration transitoire soit gérée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

11. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les coûts salariaux afférents aux agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de l'Administration transitoire, en tenant compte des besoins de celle-ci;

12. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de l'Administration transitoire durant la période du 1er juillet au 31 décembre 2000 des dépenses d'un montant maximum brut de 292 069 000 dollars (montant net : 283 688 500 dollars);

13. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 200 millions de dollars (montant net : 194 261 300 dollars) pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2000 en se fondant sur la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1999, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998 et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993, 50/451 B du 23 décembre 1995 et 54/456 à 54/458 du 23 décembre 1999, ainsi que sur le barème des quotes-parts pour l'an 2000, établi par ses résolutions 52/215 A du 22 décembre 1997 et 54/237 A du 23 décembre 1999;

14. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 13 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour l'Administration transitoire pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2000, soit un montant estimatif de 5 738 700 dollars;

15. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par des prélèvements sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

16. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel participant à l'Administration transitoire sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

17. *Demande* que soient apportées pour l'Administration transitoire des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental ».